

Paris, 20 mars 2008

Journée internationale de la Francophonie

Discours de
SE M. Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie

Seul le texte prononcé fait foi

Monsieur le Président de la République française,

J'aurais aimé que nous puissions, grâce aux prouesses de la technique, vivre en direct cette cérémonie avec les 68 Etats et gouvernements de l'Organisation internationale de la Francophonie.

J'aurais aimé que nous puissions vibrer à l'unisson avec ces millions d'hommes et de femmes qui, en ce 20 mars, célèbrent la Francophonie sur tous les continents.

J'aurais aimé, Monsieur le Président de la République, vous offrir des images de fête venues du reste de l'Europe, de l'Afrique, des Amériques, de la Caraïbe, de l'Océan-Indien, du Moyen-Orient ou de l'Asie-Pacifique pour vous exprimer combien votre présence, ici, aujourd'hui, nous ravit, combien elle honore la Francophonie dans son ensemble.

Ces images de fête, j'aurais aimé, aussi, les partager avec toutes les Françaises et tous les Français, car la Francophonie sait tout ce qu'elle doit à la France, même si les citoyens français ne savent pas encore assez tout ce que la Francophonie peut leur apporter et tout ce qu'ils pourraient, en retour, lui donner.

Je demeure néanmoins profondément optimiste. Parce que, Monsieur le Président de la République, votre volonté de vous engager personnellement en faveur de la Francophonie, avec le courage et la détermination qui vous caractérisent, le geste fort que vous avez posé en mettant à notre disposition les locaux de ce qui sera bientôt la Maison de la Francophonie vont nous aider, de manière décisive, - j'en suis convaincu - à en finir avec les clichés, les idées reçues, la méconnaissance même dont pâtit notre organisation, notre projet.

Je dois, certes, reconnaître que nous avons notre part de responsabilité. Nous n'avons sans doute pas pris suffisamment le temps de dire aux opinions publiques ce que nous voulions et ce que nous faisons, trop occupés que nous étions à faire ce que nous disions et ce que nous voulions, c'est dire donner corps et substance à une organisation internationale d'aujourd'hui, susceptible de proposer des réponses aux défis du moment et aux enjeux de demain, tout en préservant l'héritage d'hier.

L'héritage, c'est celui que nous avons reçu de Léopold Sédar Senghor, Habib Bourguiba, Hamani Diori, Norodom Sihanouk, les pères fondateurs de la Francophonie institutionnelle, née à Niamey le 20 mars 1970.

L'héritage, c'est aussi, celui que nous avons reçu de ces centaines de militants qui ressentirent, dès les années 1950, le besoin de se regrouper en réseaux, le plus souvent hors de France, pour faire vivre, au quotidien, la Francophonie, et assurer son ancrage dans la société, un héritage que perpétuent, désormais, l'Agence universitaire de la Francophonie, l'Université Senghor d'Alexandrie, l'Association internationale des maires francophones, TV5, notre chaîne multilatérale francophone, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie mais aussi nombre d'associations et d'organisations non gouvernementales.

Cet héritage qu'en avons-nous fait ?

Nous n'avons cessé de le faire fructifier, avec le souci permanent de l'adapter aux bouleversements géopolitiques de ces quarante dernières années, aux réalités de la société mondialisée, mais aussi et surtout aux attentes et aux besoins des populations de nos pays membres.

Si nous n'avons cessé, depuis 1970, de faire évoluer nos structures, de nous réformer jusqu'à devenir l'organisation internationale que nous incarnons aujourd'hui - une organisation moderne et rénovée - c'est parce que nous voulions nous donner les moyens opérationnels et humains de devenir un acteur à part entière des relations internationales, un acteur décidé à promouvoir un véritable projet de société à l'échelle du monde, un acteur entendu, respecté, écouté.

Je pourrais vous parler de la coopération toujours plus étroite que nous avons tissée avec l'ONU, l'Union européenne, l'Union africaine, l'hispanophonie, la lusophonie, l'Union latine, l'arabophonie, le Commonwealth et tant d'autres organisations.

Si nous n'avons cessé, depuis 1970, de nous ouvrir à de nouveaux pays, c'est parce que nous étions bien conscients de l'interdépendance croissante du destin des peuples, et de l'intérêt partagé que nous aurions à étendre notre coopération entre le Nord et le Sud à une coopération entre le Nord et l'Est, l'Est et le Sud, le Sud et le Sud, c'est parce que nous avons la conviction, également, que plus importante serait la concertation et la coalition des pays francophones au sein des organisations internationales, ou en marge des grandes conférences, plus importante serait notre magistrature d'influence.

Je pourrais vous parler du rôle emblématique qui a été le nôtre à l'Unesco, à travers le groupe des Ambassadeurs francophones, pour faire adopter la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

Si nous n'avons cessé, depuis 1970, de faire évoluer nos missions, c'est parce que nous avons pris toute la mesure des bienfaits et des dérives de la mondialisation, de ses promesses et de ses menaces.

Si nous avons choisi de renforcer notre coopération multilatérale en faveur de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la recherche, c'est parce que nous croyons profondément, comme l'écrivait Victor Hugo, que « la liberté commence où l'ignorance finit ».

Je pourrais vous parler de notre ambitieux projet de formation à distance des enseignants du primaire, de la mise en réseau, par l'Agence universitaire, de plus de 650 universités bien au-delà de l'espace institutionnel francophone, des 2 000 bourses octroyées chaque année à des étudiants, des enseignants, des chercheurs.

Si nous avons choisi d'œuvrer en faveur du développement durable, c'est parce que nous refusons d'assister, impuissants et résignés, à l'aggravation des fractures entre les pays pauvres et les pays riches.

Je pourrais vous parler de la formation, chaque année, de près de 2 000 experts du Sud aux négociations commerciales internationales, tant dans le cadre de l'OMC que des accords de partenariat économique entre les pays ACP et l'Union européenne. Je pourrais vous parler

de notre Système d'information mondial francophone pour le développement durable – Médiaterre - qui attire plus de 4 millions de visiteurs par an.

Si nous avons choisi de nous engager résolument au service de la démocratie, des droits de l'Homme et de la paix, c'est parce que nous avons la volonté de faire progresser ces valeurs universelles dans l'espace francophone, c'est parce que nous pensions légitimement pouvoir apporter une contribution utile et originale à la vague de démocratisation de ces dernières années, c'est parce que nous pensions que la multiplication des conflits, le plus souvent à l'intérieur même des nations, ne pouvait justifier que certains conflits restent orphelins, ou que d'autres ne doivent l'intérêt de leur résolution qu'à des enjeux stratégiques ou économiques.

Je pourrais vous parler de nos actions pour renforcer l'Etat de droit, consolider les processus démocratiques, promouvoir les droits de l'Homme au sein de nos Etats membres, dans un esprit constant d'écoute et de dialogue. Je pourrais vous parler de notre contribution à la prévention et au règlement pacifique des conflits, mais aussi de l'accompagnement que nous fournissons aux pays en sortie de crise ou en transition.

Si nous avons choisi, enfin, d'élargir notre combat pour la promotion de la langue française au combat pour la promotion de la diversité linguistique et culturelle, c'est parce que nous revendiquons l'égalité de toutes les langues et de toutes les cultures, c'est parce que nous pensons que ce serait porter atteinte à la richesse du patrimoine de l'humanité, à la démocratie internationale et à la paix que de confier à une culture unique, à une langue unique le soin d'exprimer les avancées scientifiques, de formuler les normes, de véhiculer la pensée, l'information, le divertissement, et le rêve, c'est parce que nous refusons, en dernier ressort, la fatalité du choc des civilisations.

Je pourrais vous parler des milliers de diplomates et de fonctionnaires que nous formons en français, pour contribuer au respect du multilinguisme au sein de l'Union européenne, de notre mobilisation pour que le français conserve, dans les faits, son statut de langue officielle dans le mouvement olympique, mobilisation dont nous mesurerons les effets bénéfiques lors des prochains Jeux de Pékin. Je pourrais vous parler de nos efforts pour assurer la présence du français sur l'internet, de notre projet de Bibliothèque numérique francophone. Je pourrais vous parler, enfin, de notre souci constant de faire de l'espace francophone un laboratoire de la diversité culturelle à travers la circulation et la promotion des artistes et de leurs œuvres, à travers le soutien technique et financier aux entreprises culturelles du Sud.

Tels sont les choix qui nous guident, les enjeux qui nous fédèrent, les valeurs qui nous portent. Vous le voyez, la Francophonie, depuis 1970, n'a cessé d'évoluer avec le monde. Cela n'est pas allé de soi. Il a fallu le dévouement militant de toutes celles et de tous ceux qui, au fil de ces années, nous ont permis par leur travail, leur imagination, leur talent, d'être ce que nous sommes, de faire ce que nous faisons, au nom de la langue que nous avons en partage et de la vision de l'homme et du monde que nous entendons promouvoir.

Mais quels que soient nos efforts, notre détermination aujourd'hui, et pour les années à venir, nous resterons toujours tributaires de la volonté de nos Etats et gouvernements de donner à la Francophonie les moyens de ses ambitions, nous resterons tributaires de l'appui, du relais, de l'intérêt et de l'adhésion du plus grand nombre : collectivités locales, société civile, médias, mais surtout les citoyennes et citoyens, singulièrement la jeunesse. C'est là que se

joue notre avenir. Et je voudrais saisir l'occasion de ma présence en ces hauts lieux de la rencontre des langues et cultures au service de la paix - tout en remerciant chaleureusement le Président et la Déléguée générale de la Cité universitaire - pour lancer un appel aux étudiants, ici présents.

Nous sommes aujourd'hui plus qu'hier, comme le disait Saint-Exupéry, « emportés par la même planète, équipage d'un même navire ». Alors, chers jeunes étudiants, apprenez à aimer un monde qui n'existe pas encore pour mieux le façonner, apprenez dès aujourd'hui à dialoguer avec toutes les cultures, apprenez la solidarité. La langue que vous avez en partage vous le permet, les valeurs que défend la Francophonie vous y invitent.

Monsieur le Président de la République,

Permettez-moi, en terminant, de vous redire notre gratitude profonde pour avoir voulu marquer cette Journée internationale de la Francophonie d'une solennité toute particulière. Permettez-moi, également, forts de l'appui que vous nous témoignez, de former un vœu, deux même.

Le vœu que cette journée du 20 mars soit, chaque année, célébrée dans tous les établissements scolaires de France et que les trésors des écrivains de tous les continents, qui ont fait le choix d'écrire en français, fassent une entrée fracassante dans les programmes d'enseignement.

Le vœu, plus symbolique encore, de voir, chaque 20 mars, flotter au fronton de toutes les mairies, le drapeau de la Francophonie aux côtés du drapeau français. La langue française appartient, certes, à tous ceux qui l'utilisent, la langue française est sans frontières, il n'en demeure pas moins que le combat pour la Francophonie commence en France même.

Je vous remercie.